



T2137 - 335 - 4,00 F

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

hebdomadaire

N°335 JEUDI 6 DECEMBRE 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## Editorial

**P**as triste encore le téléviseur, ce mardi 27 novembre, grâce à l'allocution de V.G.E... qui nous est apparu fidèle à lui-même : atruche vernie, superbe et dérisoire, fidèle à une pernicieuse inopérance savamment (?) camouflée.

Atruche et bornée ; le règlement (comprenez : Constitution) à la main, elle déclare, l'audacieuse, que la majorité - sa majorité - existe toujours, puisque preuve du contraire (preuve réglementaire, i.e. le vote d'une motion de censure) n'est pas faite.

En ce qui concerne l'Iran, le bel oiseau nous déclare péremptoirement qu'il s'est fait beaucoup de choses (coups de fil à Carter...) et ce, malgré les apparences. Ah ! bon... mais que faire pour un gouvernement, en cette matière encore, sinon tirer ses marrons du feu ? Sur ce plan-là au moins, on pourrait lui (leur) faire CONFIANCE, mot magique et, à ce titre sans doute, invoqué par V.G.E. ! Franchise éhontée que cet appel - qui ne mange pas de pain, lui - s'accompagne de cette inopportune précision : le pouvoir, lui, continuera à mener « une politique qui sait où elle va ». En marketing, on fait mieux ! Comment dès lors récupérer la légitime méfiance d'une population qui constate les pour-

ritures - de plus en plus difficilement dissimulées - d'un régime qui sous cet angle aussi n'a rien à envier aux autres. Pourritures au sujet desquelles la population peut toujours attendre d'autres explications qu'« un démenti catégorique et méprisant... » ! Méprisant envers qui ? Tout ceci, bien entendu, en allusion à « l'affaire des diamants ». La belle affaire !... de pure logique. A ce propos, il ne faudrait tout de même pas prendre pour réponse aux attaques menées à ce sujet ce fait souligné par V.G.E. qu'il n'a pas usé, lui, de l'article 26 d'une loi de 1881 (encore une loi scélérate) qui autorise tout chef d'Etat à poursuivre et faire sévèrement condamner « toute publication qui met en cause son honneur et sa dignité, sans besoin d'apporter la preuve de quoi que ce soit » (!). Même si, comme le stipule ce magnanime gouvernement, «... de Gaulle l'a utilisée 118 fois, le président Pompidou pendant la durée plus courte de son mandat, 17 fois... ». Doit-on, selon la courbe d'utilisation de cette loi et relativement à la durée des mandats, tableter sur l'intégrité de cette racaille ?

Même engeance, même imposture que celle de ces professionnels de la manipulation des foules au profit (justement) des intérêts (c'est le mot) que l'on sait. Nous serions tentés aussi de « laisser les choses basses mourir de leur propre poison... » - V.G.E. aussi, même allocution ! -, mais pour être plus certains de leur fin et pour en accélérer le processus, nous préférons y œuvrer.

# DES SOUS... DE TABLE



**En sautant à cloche-pied  
d'une case à une autre**

### la classe politique joue à la marelle sur le trottoir parlementaire !

**C**es journées qui débutent avec le suicide de Robert Boulin et que le vote sur l'avortement clôt, resteront dans le souvenir du chroniqueur des journées de faste ! Pendant ces quelques semaines, la classe politique nous a donné un spectacle haut en couleur et digne, en tous points, de ceux que nous offrirent les parlementaires du second Empire, les plus corrompus de l'histoire si l'on en croit l'échotier, et qui conduisirent le peuple tout droit à l'abattoir.

Bien sûr le suicide de Robert Boulin nous a permis de voir le grand moraliste Marchais dans son numéro de haute voltige dénonçant la « presse du mensonge », numéro peu apprécié des lecteurs de *L'Humanité* parmi lesquels doivent s'être glissées quelques-unes de ces vipères lubriques qu'Aragon promène derrière son masque télévisé. Mais pourquoi pas ? D'ailleurs Marchais fera mieux ! Nous le verrons, le « Manifeste communiste » sous le bras, se ranger hardiment dans le sillage de l'imam Khomeiny pour buter l'impérialisme hors de... mais non voyons, pas de l'Afghanistan, vous n'y comprenez rien... de l'Iran ! *L'Humanité* toutefois a oublié de nous révéler ce qu'était devenu le verset de l'évangile, où suivant St-Marx il est question de la religion qui est l'opium du peuple. Mais enfin Marchais c'est Marchais, et le parti communiste un parti qui ment avec une candeur et une innocence telles que nous nous sentons coupables de l'obliger à ces gros péchés que Monsieur Tout Blanc d'ailleurs (avec lequel il entretient des liens par curés progressistes interposés) lui pardonnera volontiers dans l'euphorie que lui a procuré l'enthousiasme des masses qui l'accueillirent sur le sol de la Corne d'Or ! Jusqu'à ce jour Marchais avait le privilège de ce ridicule qui fait sourire avec indulgence ou grincer des dents le public du balcon. Aujourd'hui ce privilège que cultivait jusqu'au bout cette vieille fripouille de Duclos, semble lui échapper pour passer à un autre numéro de duettistes pas tout à fait au point, mais qui donne les plus belles espérances.

suite page 5

FOP. 2520

### Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

#### PROVINCE

**AISNE :** SOISSONS  
**ALLIER :** MOULINS  
**ALPES-MARITIMES :** GROUPE DÉPARTEMENTAL  
**AUBE :** TROYES  
**B.-D.-R. :** MARSILLE-AIX  
**DOUBS :** BESANCON  
**EURE-ET-LOIR :** GROUPE BEAUCE-  
 RON  
**GARD :** GROUPE DÉPARTEMENTAL  
**GIROUNDE :** BORDEAUX-CADILLAC  
**HTE-VIENNE :** LIMOGES  
**ILLE-ET-VILAINE :** RENNES  
**INDRE-ET-LOIRE :** TOURS  
**ISÈRE :** GRENOBLE

**LOT-ET-GARONNE :** FUMEL-AGEN  
**MAINE-ET-LOIRE :** ANGERS  
**MANCHE :** ST-LO  
**MORBIHAN :** LORIENT  
**NIÈVRE :** NEVERS  
**NORD :** MAUBEUGE-VALENCIENNE  
**ORNE :** LA FERTÉ MACÉ-FLERS  
**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :** BAYONNE-BIARRITZ  
**RHÔNE :** LYON  
**HAUTE-SAVOIE :** ANNECY-ANNE-  
 MASSE  
**SEINE-MARITIME :** ROUEN-LE HAVRE  
**SOMME :** AMIENS  
**TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :**  
 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE  
**VAR :** RÉGION TOULONNAISE  
**YONNE :** FÉDÉRATION DÉPARTE-  
 MENTALE

**BELGIQUE**  
**SUD-LUXEMBOURG**

#### LIAISONS

**PROFESSIONNELLES**  
 — LIAISON INTER-ENTREPRISES  
 DES ORGANISMES SOCIAUX  
 — LIAISON DES POSTIERS  
 — LIAISON DES CHEMINOTS  
 — LIAISON DU LIVRE  
 — CERCLE INTER-BANQUES

\*\*\*\*\*

- Groupe de Troyes :** les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1<sup>er</sup> porte à gauche).
- Groupe de Tours :** Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.
- Groupe de Rennes :** le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.
- Groupe libertaire d'Angers :** tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.
- Groupe de Marseille :** le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.
- Groupe Hédouin de Fumel :** point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.
- Région toulonnaise :** le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
- Groupe Proudhon de Besançon :** au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.
- Groupe Eugène Varlin :** Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.
- Groupe du Havre et région « L'Entraide » :** dans les locaux du CES, 16 rue Jules Teliier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.
- Groupe Sébastien Faure de Bordeaux :** le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.
- Groupe d'Amiens :** peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.
- Groupe Élisée Reclus d'Alx-en-Provence :** tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.
- Groupe de Rouen :** le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.
- Liaison St-Étienne :** tous les jeudis à partir de 19 h., au local CNT-SIA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Étienne.
- Groupe Jacob :** le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.
- Groupe Louise-Michel :** le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.
- Groupe Emma Goldman :** le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.
- Groupe Voline :** 26 rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>, tous les samedis de 14 à 16 h.
- Groupe La Botte :** les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h. 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.
- Groupe Soleil noir de Cadillac :** tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
- Groupe Fresnes-Antony :** tous les jours de 10 à 20 h., le dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony (Tel. 668-48-58).

**Groupe d'Argenteuil :** tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).  
**Groupe libertaire de Sevrans-Bondy :** adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaines Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy  
**Permanence des Relations Intérieures de 14 à 17 h**

Cette affiche est éditée par le groupe Sacco-Vanzetti Elle est en vente à Publico au prix de 2 F l'unité au-dessous de 10 ex., de 0,60 F à partir de 10 exemplaires.

**Moscou 80**  
 UN RECORD OLYMPIQUE !  
 APRES UNE REVOLUTION TRAHIE  
 60 ANS D'EXPLOITATION CAPITALISTE  
 D'HOPITAUX PSYCHIATRIQUES  
 DE DOMINATION ETATIQUE  
 DE GOULAGS  
 60 ANS DE DICTATURE MARXISTE  
 « UN BILAN GLOBALEMENT POSITIF »  
 (G. Marchais)  
**FÉDÉRATION ANARCHISTE**  
 3 rue Ternaux 75011 Paris

Cette autre affiche est éditée par le groupe Commune de Kronstadt Elle est en vente à Publico au prix de 2 F l'unité au-dessous de 10 ex. et de 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

**A MOSCOU COMME AILLEURS...**  
**SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DE CLASSE DU PROLETARIAT INTERNATIONAL!**  
 fédération-anarchiste  
 3 rue Ternaux - 75011 - Paris

#### COMMUNIQUÉS

Tous les sympathisants libertaires ou individus intéressés, habitant Cergy-Pontoise ou proche région, peuvent contacter les Relations Intérieures, en vue de créer un groupe.

Le groupe ROUGE Y NEGRO de Domont annonce sa création et appelle les sympathisants de la région à venir le rejoindre. Pour tout contact, soit par les R.I., soit sur le marché de Domont tous les dimanches.

Un groupe est en formation sur Evreux. Les personnes de la région qui sont intéressées peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

La liaison de Montpellier et l'Hérault appelle tous les sympathisants et camarades intéressés par la relance des activités de celle-ci et dans le but d'affirmer notre éthique spécifique anarchiste auprès de la population, à se constituer en groupe de la Fédération Anarchiste sur la région. Thèmes travaillés actuellement : l'éducation anti-autoritaire, la lutte anti-nucléaire, la société anarchiste (par ex., indiens Sioux, Espagne 36, mouvement makhnoviste) et enfin la lutte des femmes contre la domination phallogratique et l'exploitation capitaliste.

Les camarades anarchistes intéressés par la création d'un groupe sur Plessis-Robinson et ses alentours (92) peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite tous les anarchistes et sympathisants de la région, à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe du 14<sup>e</sup> appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Cadillac informe qu'à partir du mois de décembre, il assurera tous les vendredis matin une vente du Monde Libertaire, au marché de Langon, ainsi que tous les samedis matin au marché de Cadillac.

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup> Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe Louise-Michel informe ses sympathisants et les habitants du 18<sup>e</sup> qu'un meeting se tiendra le 6 DECEMBRE en son local 10 rue Robert Planquette, M<sup>o</sup> Blanche à 20 H 30 sur le thème **AVORTEMENT** et la position des anarchistes face à ce problème

Le groupe anarchiste Maurice Fayolle de Tours organise le JEUDI 13 DECEMBRE un Cercle d'Etudes Libertaines réservé aux sympathisants sur le thème **Historique du fédéralisme autogestionnaire** à 20 H salle 108 Faculté des Lettres de Tours

Le groupe libertaire de Marseille organise LE VENDREDI 14 DECEMBRE à 20 H 30 au local de la Libre-Pensée 11 rue St Vincent de Paul à Marseille un exposé suivi d'un débat sur **Les Jeux Olympiques de Moscou, le boycott...** et invite les libertaires désireux de soutenir une campagne sur le boycott de ces jeux à venir nombreux

Le groupe libertaire de Marseille organise en son local (72 Bld Eugène Pierre à Marseille) pendant ses permanences des réunions-débats à 14 H **SAMEDI 15 DECEMBRE** Intervention des anarchistes dans le milieu ouvrier

Le groupe F.A. Rennes organise une après-midi soirée sur le thème

**L'EDUCATION LIBERTAIRE**  
 Avec à partir de 15 H la participation de crèche parallèle et collectifs d'enfants « Gribouille » et du jazz rock fou fou « Raoul's Jazz Band A 20 H, débat sur l'éducation libertaire avec J.M. Raynaud, auteur de La Pédagogie libertaire suivi de Serge Utgé-Royo chanteur anarchiste d'origine catalane  
**LE SAMEDI 8 DECEMBRE**  
 MJC Centre la Paillette 9 rue La Paillette à Rennes

Le groupe libertaire Louise Michel participant au Collectif IVG Bichat organise un meeting débats et spectacles avec le concours de Font et Val 127-128 rue Marcadet Paris 18<sup>e</sup> Métro Jules Joffrin **DIMANCHE 9 DECEMBRE** de 16 à 22 H 30

Le groupe libertaire Sevrans-Bondy informe ses sympathisants qu'une information-débat sur l'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire aura lieu le **SAMEDI 15 DECEMBRE à 15 H** au Centre Alfa 3 allée des Pensées (sur RN 3) à Bondy (93)

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

	TARIF		Etranger
	France	Sous pli fermé	
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

\* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez vous**

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus). Pays .....

Abonnement  Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

## en bref...en bref...

Le vendredi 14 décembre l'UPF organise 5 H pour le désarmement de 19 à 24 h, à la MJC Ménilmontant (bus 96, arrêt Henri Chevreau).  
Au programme : cinéma avec « La bombe » de Peter Watkins, musique, chansons avec Linette Dalmassa, Patrick Font et Philippe Val.  
Débats, bouffe, etc.  
Participation aux frais 15 F.

Le MAN de Paris organise une soirée portes ouvertes sur la non-violence le vendredi 7 décembre à 20 h, 18 rue Victor Massé-Paris 9<sup>e</sup>.

Serge Liorzou, dont le procès a été repoussé au 12 décembre au tribunal correctionnel, rue J.-B. Lefebvre à Dijon, à 14 h, peut être aussi soutenu en envoyant une lettre ou un télégramme au président du tribunal à cette même adresse.

Le collectif 7+ a été inculpé de détournement de mineur(e)s à la suite de l'occupation de Vincennes avec les mineur(e)s en lutte. Ce collectif appelle à un rassemblement à 9 h 30 le 5 décembre à la maison de l'ORTF afin de protester contre les interdictions professionnelles et le contrôle judiciaire dont le collectif 7+ fait l'objet.

La Libre-Pensée organise le dimanche 9 décembre une courte manifestation symbolique sur la voie publique devant la statue de... Michel Servet (médecin théologien, martyr de l'intolérance religieuse), rue Mouton Duvernet, face à la mairie du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Cette manifestation sera suivie à 15 h 45 d'un débat animé par Ernest Kahane sur le thème « science, religion et certitude », grande salle F.O., 198 avenue du Maine à Paris.

« Avis de recherche » n°9 vient de paraître.  
Toujours autant d'informations sur l'antimilitarisme et un feuillet spécial OP.20.

## PROCES

Venez nombreux soutenir Jean-Jacques Heyraud, Claude Viricel et Jean-Baptiste Voron qui passent en procès pour renvoi de livrets militaires, les 6,13 et 20 décembre au Palais de Justice de St-Etienne ou témoignez de votre soutien en écrivant au Président de la 3<sup>e</sup> Chambre correctionnelle du Palais de Justice de St-Etienne.

Liaison F.A. St-Etienne

## Rectificatif

Dans l'article « Les antimilitaristes persistent et signent » paru dans *Le Monde Libéraire* n°333, il fallait lire à la 18<sup>e</sup> ligne, col. 2 : « Il paraît que vous buvez pas mal » au lieu de « vous brisez pas mal ».

## SOMMAIRE

PAGE 1  
Editorial  
PAGE 2  
Activités F.A.  
PAGE 3  
En bref  
Le pull-over rouge  
Communiqué  
Municipalité de gauche  
Les prud'hommes  
PAGE 4  
Hongrie  
PAGE 5  
La classe politique joue  
Le travailleur social  
PAGE 6  
Relations internationales  
PAGE 7  
Liste de livres  
Eric Losfeld  
Spectacles  
PAGE 8  
Entretien avec le P.R.  
Le P.R. et nous

## Quand une municipalité de gauche cautionne les écoles libres

Au Havre, la lecture des comptes rendus du Conseil municipal est fort instructive. En effet, j'ai eu la surprise de trouver dans celui du 21 mai 1979 les propositions (acceptées, bien sûr) suivantes que je vous livre pour réflexion...

Caution de la ville :  
- Association éducative Charles de Foucault (remise en état des bâtiments) 108000 F (chauffage) 40000 F  
- Institution Saint-Joseph (remise en état collège) 450000 F  
Ce qui implique que ces messieurs, avec notre argent, même le mien, qui n'est pas voté, donnent aux colatins la garantie de la municipalité d'unions de la gauche. Les communistes qui, il n'y a pas si longtemps, reprenaient le slogan de leur saint patron Lénine : « Religion opium du peuple », donnent aujourd'hui leur satisfaction aux écoles confessionnelles. Je ne pense pas, pour ma part, que des communistes sincères (il y en eut) puissent s'y retrouver dans tous les méandres de leurs politiciens, mais je tiens pour acquis que la course aux voix les entraîne de jour en jour toujours plus près de Chirac et consorts. Après FRANÇAIS », leur triste comédie continue : à quand « Debré, Marchais même combat » dans leurs manifs ?  
Quant à moi, anarchiste, je pense que la lutte pour la laïcité, même si elle est réformatrice, en attendant la sociale, est importante et que notre action dans les comités de parents d'élèves doit aller dans ce sens.

J.C. BARETTE  
Groupe L'Entraide

## COMMUNIQUE

Vendredi 30 novembre, les députés ont reconduit, à titre définitif, la loi de 1975 qui réglemente la pratique de l'avortement, malgré quelques amendements. Cette loi, adoptée par 271 voix contre 201, n'a pas transformé fondamentalement le texte Veil. Ce vote, si besoin était, montre une fois encore que les institutions étatiques ont légiféré contre le droit des femmes à disposer librement de leur corps, et ce malgré une mobilisation importante de la population, tant dans les quartiers, les villes, qu'au niveau national. L'Assemblée a montré sa volonté de nous empêcher de mener nous-mêmes notre vie, et résoudre directement les problèmes que nous rencontrons.

La reconduction de la loi à titre définitif ne doit pas être un coup d'arrêt à la lutte pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception. Ce combat doit se développer en dehors du cadre des partis, du parlementarisme dont on a vu le rôle réel, qui est incompatible avec une société où les individus sont libres et égaux à travers leurs diversités.

La preuve est faite, pour tous, que quémander devant le Parlement « un juste droit » ne peut être un moyen de lutte pour changer la société et les rapports entre individus.

Le combat pour une transformation radicale du monde capitaliste et autoritaire ne passe pas par la voie parlementaire, mais bien par la reprise en main directe, de l'ensemble des intérêts, de leur devenir individuel, économique, social.

FEDERATION ANARCHISTE

## Elections prud'homales

### Qu'en pensent les anarchistes ?

Un travailleur un peu curieux qui nous poserait cette question, recevrait sans doute bon nombre de réponses différentes, selon les sensibilités, les expériences, les analyses. Les camarades de la CNTF appellent à l'abstention pour le 12 décembre : il serait intéressant de connaître avec plus de détails leur position à ce sujet. D'aucuns condamnent les Prud'hommes comme ils condamnent la Justice : système pourri, au service du pouvoir. D'autres parlent de conquête ouvrière, instrument à améliorer, mais qui rend déjà service à bon nombre de travailleurs. Entre ces deux conceptions, toutes les nuances sont sans doute représentées.



#### Qu'est-ce que les Prud'hommes ?

Leur rôle exclusif est de juger les conflits entre employeurs et employés. Le juge est remplacé par une cour comprenant deux représentants du patronat et deux représentants syndicaux des ouvriers (cinq catégories professionnelles : industrie, commerce, agriculture, cadres et divers). A partir de 1980, tous les conflits du Droit du Travail seront jugés par les Prud'hommes, ce qui n'était pas le cas auparavant, les tribunaux ordinaires statuant là où n'existaient pas de Prud'hommes. De ce point de vue, cela semble une conquête ouvrière, un juge étant, par son statut, moins enclin à « faire dans le social » qu'une cour paritaire.

A y regarder de plus près, l'équilibre patrons-ouvriers dans les jugements est très aléatoire : la décision se prenant à la majorité, en cas de non-conciliation de la cour, un juge est nommé pour trancher l'affaire, procédure durant, de plus, facilement une année : les représentants ouvriers sont donc forcés, pour éviter cette situation, de mettre de l'eau dans leur vin. De plus, si la somme due est supérieure à 3500 F (ce qui est très souvent le cas : au besoin, on grossit les chiffres !), la possibilité est offerte aux parties de faire appel et de se retrouver donc face à un juge (ce qui se passe environ pour un cas sur deux).

Les avantages des Prud'hommes, qu'on en dit les syndicats, sont donc très limités. On retombe très vite dans la justice traditionnelle. De plus, les représentants ouvriers, même de bonne foi, sont quasiment obligés de jouer le jeu de la justice et donc de s'intégrer plus ou moins au système : ils n'ont qu'un rôle modérateur, de caution démocratique.

Les Prud'hommes peuvent être utiles dans des cas particuliers ; on peut effectivement, par la lutte, les rendre plus favorables aux ouvriers, mais, ne nous y trompons pas, ils jouent globalement un rôle répressif (et même auto-répressif dans la mesure où des travailleurs y participent !) qui ne saurait cesser dans le contexte actuel : le pouvoir n'acceptera jamais dans son sein une institution réellement sociale, au service du peuple.

#### Une position parmi d'autres.

Les Prud'hommes existent. Nous ne pouvons sérieusement ni les soutenir (rôle répressif) ni les condamner tout à fait (rôle modérateur), simplement le combat est ailleurs, dans les luttes, sur le lieu de travail.

Le vote du 12 décembre est, comme tout vote, un leurre : tant que la population, et en particulier les travailleurs, ne prendra pas directement ses affaires en main, il n'y aura rien de nouveau sous le soleil !

Appeler à l'abstention ? C'est inutile. Les patrons, chargés d'inscrire leurs ouvriers, se sont occupés, à leur façon, de le faire : si l'on se fie au total des inscriptions, le nombre de travailleurs en France, est sensiblement inférieur aux chiffres habituellement avancés ! Il vaut mieux appeler à la RIPOSTE : ON NE REVENDIQUE PAS UN JUSTE DROIT, SURTOUT DEVANT UN TRIBUNAL, ON LE PREND !

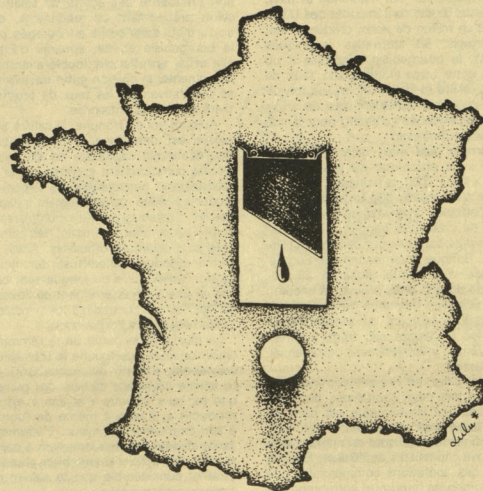
Liaison NORD-HAUTE-VIENNE

# A PROPOS DU PULL-OVER ROUGE

Un film a récemment défrayé la chronique, il s'agit du travail de Michel Drach d'après le livre de Perrault consacré à l'affaire Ranucci...

Ce film, que je trouve personnellement médiocre à cause de son manichéisme et de son parti-pris humaniste de « gôche », nous interroge à plus d'un titre ; essayons d'y voir plus clair.

D'abord les tentatives d'interdiction, les menaces de plasticage (j'ai vu le film, ça va, merci) et enfin les coupures, ont alimenté les discussions. Que les fascistes de tous poils aient réagi, cela prouve au moins que ces tristes sires ne connaissent pas l'histoire du cinéma : l'interdiction ou la censure d'un film est un moyen publicitaire formidable, le mauvais film de Rivette sur « La Religieuse » de Diderot en est la preuve flagrante. Quant aux menaces d'Honneur et de Police (pour le meurtre de Goldman c'était honneur DE la Police...), elles prouvent que les nazillons ne savent pas utiliser les médias à l'inverse du maire d'Aix qui, lui, a bénéficié de toute l'influence des médias pour faire interdire le film, ce qui ne manquera pas de donner des idées à ses confrères.



Mais surtout ce film pose la question : « Et si Ranucci était innocent ? », mais absolument pas, ou alors par la bande, cette autre question de la peine de mort en général. Avant de faire ce petit papier, je relisais le bouquin de Kœstler/Camus, *Réflexions sur la peine de mort*, et je dois dire que la façon dont il est répondu dans ce film ne me satisfait pas, moi anarchiste, car de la culpabilité ou non de Ranucci, je m'en fous. Citons Camus : « Les vrais coupables, s'il y en a, ne sont jamais poursuivis ». Prenons l'exemple d'un homme ayant tué en imbibition alcoolique (c'est le terme), jamais le bistrotier qui lui a vendu ses 20 ricards ou la société Duval, par exemple, ne seront inculpés. Et jamais l'on ne remet en cause le phénomène peine de mort loi du talion ; car c'est de cela qu'il s'agit. Les jurés nous représentent, et lorsque l'on assassine au petit matin un homme, c'est au nom du peuple français, 50 millions de personnes déclenchant la guillotine. Les hommes politiques qui veulent faire de la peine de mort un cheval de bataille (pour ou contre peu importe) sont les élus du « peuple français », ce qui me donnerait, si besoin était, un motif de plus pour faire du feu avec ma carte d'électeur. Car on connaît la probité de ces messieurs, Robespierre lui-même n'avait-il pas demandé à la constituante l'abolition de la peine de mort avant d'en faire l'usage que l'on sait (des deux façons d'ailleurs) ?

Mais se battre contre la peine de mort pose une autre interrogation - et de taille. Plus de peine de mort, c'est un slogan honorable, mais cela implique dans mon esprit : pour tout le monde, ce qui nous amène à dire : « pas de peine de mort pour Pinochet, le Shah, Hitler » (si cela avait été nécessaire)... J'en oublie, bien sûr, de ces tristes fumiers. Pour moi ce n'est pas un problème mais un sacré dilemme, car l'on en arrive comme les sandinistes à protéger ses propres bourreaux ; eux l'ont fait et cela est tout à leur honneur à mes yeux, mais je dois dire que protéger de la foule les membres d'une police politique qui vous a détruit, pourchassé, torturé, doit être une épreuve où le cœur de ces hommes s'est plus d'une fois trouvé agressé. Ils l'ont fait, c'est peut-être la seule chose de bien qu'ils feront, je leur tire mon chapeau et je suis d'accord. Car la peine capitale, si elle doit être abolie doit l'être pour tout le monde et dans tous les cas, droits communs, coupables ou non, politiques, sadiques, etc., c'est à cette condition et à celle-ci seulement que mes convictions humanistes libertaires (terme peut-être désuet mais j'y souscrit totalement) me pousseront à lutter pour cette abolition, toute autre solution bâtarde étant pour moi philosophiquement indéfendable, car on est toujours la cible privilégiée de quelqu'un.

J.C. B. (Gr. L'entraide)

# EN HONGRIE COMME PARTOUT AILLEURS...

## LA RESTRUCTURATION CAPITALISTE, C'EST TOUJOURS L'ACCROISSEMENT DE L'EXPLOITATION SALARIALE !

**A**près le fructueux voyage en novembre 1978 de Kadar, patron des patrons hongrois, la visite à Paris, il y a quinze jours, du premier ministre Lazar, accompagné de Veress « spécialiste officiel » du commerce extérieur, de la métallurgie, de l'industrie mécanique et des affaires étrangères (ouf !), nous montre et nous démontre une fois de plus l'importance fondamentale que revêtent les « fameuses » rencontres bilatérales entre classes dirigeantes occidentales et orientales.

Effectivement, aujourd'hui encore plus qu'hier, la division techno-géographique du travail salarié à l'échelle internationale rend de plus en plus nécessaire, à chaque instant, l'interpénétration calculée et négociée des capitalismes privés et des capitalismes d'État, pour que se perpétue durablement le mode de production capitaliste en tant que tel au niveau de la planète.

Les reconversions actuelles de l'appareil salarial de production à l'échelle mondiale, n'ont fait qu'accroître depuis quelques années les interconnexions grandissantes entre capitalisme oriental et capitalisme occidental. Le capitalisme hongrois est, à ce titre, un exemple fort significatif de cette dépendance mutuelle et constante entre ces deux espaces économiques complémentaires et indissociables.

Entre autres cas exemplaires, signalons qu'un accord officiel entre les blue-jeans « Levi-Strauss » et l'usine « 1<sup>er</sup> mai » à Marcali (région du lac Balaton) permet de produire sur des machines et avec des tissus directement importés des USA, plus d'un million de jeans, chaque année. Désormais, les nouvelles techniques aidant, la bourgeoisie hongroise a pu dans cette usine doubler son taux de productivité et de profit, et les travailleurs du textile fabriquent ainsi deux fois plus de pantalons qu'avant, pour la même durée de travail.

Comme cela avait déjà été signalé dans « La chronique du goulag ordinaire » (M.L. 332), la banque d'État hongroise qui possède déjà un certain nombre d'offices commerciales à l'étranger, vient de créer une banque mixte avec sept autres banques occidentales. Celle-ci, la Banque internationale d'Europe centrale, d'un capital global de 20 millions de dollars, nous prouve, là encore, la participation insistante du capitalisme hongrois à toujours davantage bénéficier de la récolte des fruits internationaux de l'investissement commercial et industriel.

Aujourd'hui, en Hongrie comme dans le reste des pays capitalistes de l'Est, la croissance économique est dans sa plus large part dépendante des rapports financiers qui sont entretenus avec les pays capitalistes de l'Ouest. Plus de 50% des opérations commerciales que la bourgeoisie hongroise entreprend actuellement de réaliser, ont lieu avec des pays de la sphère occidentale du capitalisme (RFA, Italie, USA, Japon, France).

Après la Roumanie qui a déjà obtenu le droit d'asseoir son « capital national » sur le Fond Monétaire International, la classe dirigeante hongroise consciente de ses intérêts et des réalités intercapitalistes, a donc officiellement, elle aussi, demandé qu'on l'autorise à adhérer à cet organisme. Forcés, dès lors, d'intervenir de plus en plus dans le gigantesque marché capitaliste mondial, les patrons hongrois pour conserver leurs zones d'influence et conquérir de nouveaux marchés, se doivent d'accroître, sans cesse, leur potentiel d'accumulation et d'extorsion de plus-value sur le prolétariat qu'ils dirigent.

Pour se maintenir dans la course internationale du profit, le capitalisme hongrois comme les autres, est obligé de développer au maximum la compétitivité des unités de production qu'il organise et planifie. Selon le président Kadar, il faut « opérer une redistribution de la main-d'œuvre qui soit plus conforme à nos impératifs... ». C'est-à-dire qu'en clair, il s'agit avant tout de réduire le plus qu'il est concrètement possible, les coûts de production, à partir desquels la bourgeoisie hongroise fait fonctionner les rouages marchands de son économie. Cela ne signifie rien d'autre que de diminuer au maximum les prix de base de la seule et unique matière première essentielle à partir de laquelle le capital moderne peut naître, vivre et croître : la force de travail salariée.

Pour augmenter ses taux de profit, le capitalisme hongrois n'a qu'un moyen fondamental ; compresser le plus qu'il le peut, le prix de vente de cette force de travail qu'encadrent et contrôlent les syndicats. Ainsi le stakhanovisme (dégusé ou pas), les accidents du travail, le flicage de l'entreprise, les allongements d'horaires de production journalière, etc., n'ont plus qu'à être méticuleusement et méthodiquement mis en place. Alors que les prix de consommation courante (viande, boisson, pain...)

ont subi, en six mois, des hausses vertigineuses de 20 à 30%, les salaires sensés rétribuer la force de travail asservie restent sensiblement, pour maintenir et accroître le profit salarial, aux mêmes et dérisoires niveaux.

Le prolétariat hongrois subit sans cesse des « réaménagements techniques » que sa bourgeoisie lui impose à chacune des heures d'esclavage qu'il est « légalement » forcé de fournir. Plus que jamais le salariat, dans la rétribution minimale que l'on accorde au travailleur, à la fin du mois, s'effectue selon « le rendement produit ». Enfin, l'accélération croissante des écarts de salaires, selon précisément ce rendement, est aujourd'hui sans cesse encouragée par la bourgeoisie et son appareil d'État; elle offre, en effet, le double avantage d'augmenter la division entre travailleurs et corrélativement les taux de productivité de chaque entreprise.

Aujourd'hui en Hongrie, le salaire aux pièces est une donnée fondamentale de l'économie capitaliste de ce pays. Réalité constamment entretenue par la technocratie gestionnaire de l'appareil productif, réalité perpétuellement relayée par les médiocrates qui se complaisent à diffuser à chaque instant les directives et explications officielles. Ainsi, le dernier discours radiodiffusé du ministre du Travail qui a pu longuement expliquer que « le resserrement de l'éventail des salaires contredirait les principes fondamentaux de l'ordre social ».

La plus grande partie de la rémunération salariale que touche le travailleur proviendra, à partir de maintenant, et ce encore davantage qu'hier, des primes que par sa « servilité » et son « effort productif », il sera à même de fournir à son employeur et payeur. L'augmentation des primes de rendement à partir de là, sera officiellement bien plus rapide et considérable que le salaire de base en tant que tel.

Préoccupé d'abord de « rentabiliser » l'appareil productif, le gouvernement hongrois, comme dit ici Barre, est donc obligé « d'éliminer les canards boiteux », c'est-à-dire les secteurs non suffisamment rentables à l'échelle de la concurrence nationale et internationale. Ainsi, à Győr, le plus grand centre ferroviaire de l'ouest du pays, la bourgeoisie hongroise, pour maintenir ses taux de profit, a-t-elle dû licencier au cours des derniers mois, près de 700 ouvriers d'une fabrique de wagons. Et ce n'est sûrement là que la plus petite partie connue d'un vaste déploiement beaucoup plus profond à l'échelle de chaque région.

C'est ici que réside la contradiction essentielle de toute société salariale et capitaliste et de l'occurrence de la société hongroise. En effet, la bourgeoisie de ce pays ne peut faire autrement que de participer au commerce mondial et d'autre part, la volonté qu'elle émet pour ce faire d'augmenter sans arrêt le rendement ouvrier afin d'ajuster les prix nationaux sur le marché international, risque à tout moment d'exaspérer une lutte de classe qui, pour être étouffée, n'en est pas moins perpétuellement présente et sous-jacente.

Même si depuis le sanglant « nettoyage » de 56 qui, après la révolution des conseils, fit des dizaines de milliers de morts, la lutte de classe prolétarienne en Hongrie semble endormie, elle ne fait que sembler.

En effet, chaque année qui passe, des centaines d'ouvriers et de paysans sont condamnés à des peines de prison ferme pour « agitation contre l'État ». Il y a un peu plus d'une dizaine de mois, un groupe d'ouvriers était condamné à 18 mois de prison ferme pour avoir osé bomber sur un mur un slogan réclamant « l'abolition de toute différence sociale », un autre travailleur qui, lui, travaillait dans le bâtiment, a été condamné pour « attaques contre le parti » à trois ans et six mois de prison ferme...

Et ce ne sont que quelques cas qui ont pu filtrer jusqu'à nous, parmi des milliers d'anonymes condamnés en se-

cret. C'est effectivement cette contradiction (entre forces du capital et forces du travail asservi) permanente à tout système capitaliste (privé ou d'État) qui rend problématique toute décision à prendre quant à la gestion globale du système de production marchand et salarial.

Il faut donc développer plus efficacement le marché intérieur en tentant d'élaborer une certaine « société de consommation » en miniature, susceptible d'attacher avec un peu plus de chance au système, les travailleurs que ce système exploite. Ainsi, depuis quelques temps, voit-on le capitalisme hongrois ouvrir son monolithisme étatique et pla-

tataire en donnant l'impression qu'après tout, ça ne va pas si mal que ça...

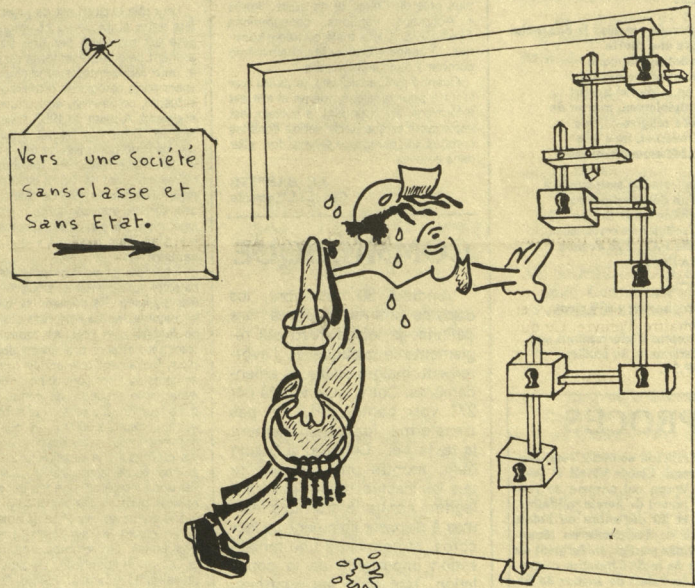
Ensuite, cette fraction de « producteurs indépendants » peut à terme devenir un soutien important de la classe dirigeante contre la classe ouvrière, c'est ce que l'État a compris et c'est d'ailleurs à cela qu'il s'emploie...

A l'heure actuelle, pour mener à bien son commerce dans le marché international, la bourgeoisie hongroise a un besoin crucial d'acheter aux pays capitalistes occidentaux les produits qu'elle n'a pas et que ses alliés du « bloc est » ne peuvent lui fournir. Produits fondamentaux pour rendre de plus en plus compétitive son infrastructure industrielle et agricole et pour être un pays concu-

français et hongrois sont fermement solidaires dans leur souci constant de réaliser des « profits appréciables » sur le dos de leur prolétariat, tout en les maintenant muselés et bien entendu productifs.

Ainsi, la Hongrie comme le reste des pays de l'est et d'ailleurs, a de façon concrète et précise, une place et une fonction évidentes dans la division internationale de la production salariale. Toute son organisation économique se structure selon les critères exclusifs de la rentabilité capitaliste.

Il devient, dès lors, éclatant que l'interpénétration entre capitalisme à tendance étatique et capitalisme à tendance privée en ces temps de restructura-



nificateur au petit commerce individuel pour augmenter la production de biens de consommation (nourriture, vêtements...) et pour satisfaire davantage le « citoyen » dans sa demande de marchandises que le secteur étatisé n'arrivait pas à fournir, tant au point de vue qualitatif que quantitatif.

Dans la capitale, il y a deux ans, le nombre d'artisans est passé de 149 à 15259, ou plus de 10000 petits artisans, vous lisez bien, à qui, pour mener l'opération correctement, l'on a accordé de nombreux avantages fiscaux. Désormais, près de 65% des services sont assurés, en Hongrie, par de petites entreprises privées qui, si elles doivent entrer dans les impératifs du plan, sont libres d'effectuer leur profit comme bon leur semble.

Aujourd'hui, par delà la lutte de classe permanente qui dresse, en Hongrie, la bourgeoisie d'État contre le prolétariat urbain et rural, la classe dirigeante a marqué deux points d'importance. D'abord, elle a créé un secteur périphérique de consommation courante, désormais déterminant dans la vie de chaque travailleur hongrois. Ce qui permet à ce dernier, malgré l'esclavage quotidien, de survivre beaucoup mieux que dans la plupart des autres pays de l'est. Ce qui permet alors à cette bourgeoisie « d'étouffer » la lutte de classe contes-

rentiel dans ce qu'il élabore et qu'il escompte vendre sur une grande échelle. Aujourd'hui, le capitalisme hongrois développe donc en priorité des secteurs exportables pour faire rentrer des devises et éponger sa dette vers l'extérieur (plusieurs milliards de dollars) : les produits agricoles plus de 30% des exportations, l'industrie mécanique, elle, près de 20%.

On voit donc ici toute l'importance de la visite de Lazar à Paris, après celle de Kadar. Les patrons hongrois ont un besoin vital de moderniser le secteur industriel en le rentabilisant encore davantage à l'aide de nouvelles techniques (informatique, chimie, machines-outils). Les patrons français, eux, trop heureux de faire intervenir leurs entreprises (Creusot-Loire, Renault, Rhône-Poulenc) dans un pays où l'investissement est sûr et où le profit est certain, escomptent bien continuer sur le chemin des années passées. En 78, le capitalisme français a vendu pour 18% de plus que ce qu'il avait exporté deux ans auparavant et le volume global des échanges franco-hongrois avait frôlé les 1500 millions de francs.

Pour cette année, le patronat français a vendu, pour les six derniers mois, plus de 480 millions de francs à destination de la Hongrie.

Quant aux patrons hongrois, ils ont, eux, vendu pour près de 320 millions de francs à leurs homologues français. Malgré un déséquilibre persistant à la défaveur du gouvernement hongrois, on voit clairement que les capitalismes

mondiale est l'élément décisif et crucial de la nouvelle stratégie internationale que mettent en place toutes les bourgeoisies de la planète pour préserver à tout prix la production marchande. Plus que jamais aujourd'hui, cette nouvelle internationale du capital est en train de consolider les fissures qui, ici et là, apparaissent. Plus que jamais à présent, il existe véritablement un mode mondial de production capitaliste qui, dans tous les pays du monde, dresse l'une contre l'autre la classe exploitée et gouvernante et la classe exploitée et gouvernée.

C'est à chacun de nous, dès lors, qu'il appartient de tout mettre en œuvre pour détruire en Hongrie comme en France, les piliers économiques et idéologiques de cet ordre mondial que colportent patrons, partis et syndicats.

C'est à chacun de nous, désormais, de comprendre qu'à Paris comme à Budapest, c'est le même ordre qui régit et qui nous condamne, même si c'est sous un drapeau différent et que notre émancipation effective passe nécessairement par une lutte de classe de niveau mondial. Car croire qu'on détruira le salariat et l'État ici, sans le détruire ailleurs, c'est nous leurrer et ramener dans la coulisse l'État et le salariat, certes, sous une autre appellation et sous une autre forme, mais c'est toujours perpétuer la même exploitation. Nous ne pouvons tolérer que l'oppression demeure et que seuls les mots changent !...

FRANCIS  
Groupe Commune de Kronstadt

# En sautant à cloche-pied d'une case à une autre La classe politique joue à la marelle sur le trottoir parlementaire !

suite de la p 1

Oui, bien sûr, la réalité dépasse la fiction! M. Mitterrand, piloté dans les couloirs de l'Hôtel-de-Ville par M. Sarre, a rencontré M. Chirac. Je rêve à la qualité de la lettre qu'eut écrite Mme de Sévigné à Mme de Grignan pour conter cet événement... extraordinaire... qui pendant cinq minutes remua toute la presse qui n'avait plus ni cadavre, ni coupable à se mettre sous la plume et qui se rue sur l'information afin de la propager à travers les médias!

Bien sûr les partis politiques, effrayés par les ronds-de-jambe de leurs patrons, démentiront! Démentiront quoi? L'entrevue Mitterrand-Chirac? Vous n'y pensez pas... mais le caractère politique de l'entrevue, certainement! Il ne s'agissait que d'une visite de courtoisie, rien d'autre... Voilà! Il n'est pas certain que les électeurs s'alignent exactement sur les consignes des partis politiques lors de l'élection présidentielle et en 1981 Mitterrand risque de ne pas faire le plein des voix communistes au deuxième tour. Chirac, lui, arrivera certainement derrière Giscard. Rien ne l'empêche alors de jouer la carte Mitterrand contre Giscard, persuadé qu'une expérience Mitterrand torpillé sur sa gauche par Marchais-la-Candeur (et sur sa droite par les capitaux qui prendront le chemin de la Suisse), ne durera pas plus que les deux ans traditionnels à toute majorité de gauche, et sera le prélude au retour en force d'une droite musclée dont lui, Chirac, serait l'ornement, et Debré le maître d'œuvre. Ce qui expliquerait ces chassés-croisés, ces pas de quatre entre partis à la recherche d'alliances contre nature, destinées à les débarrasser d'alliés encombrants.

Giscard, lui, a compris la manœuvre. Juché sur les hauteurs, il contemple ce monde politique nauséabond qui grouille au-dessous de lui. Sa conférence de presse aurait été un chef-d'œuvre sans la crispation que provoqua l'évocation des « cadeaux » Giscard dramatisa la situation internationale, comme la situation intérieure, juste ce qu'il faut pour que le peuple comprenne bien que seul un homme « raisonnable » peut empêcher le robinet du pétrole de se fermer, permettre aux échanges extérieurs de se maintenir, aux prix et aux salaires de continuer à s'équilibrer. Et le téléspectateur contemple le spectacle que lui donne « son président » avec un délicieux frisson de crainte et une tentation de l'adventure que la satisfaction de la voir réfréner rendra encore vive. C'est exactement ça la politique du couple Barre-Giscard : se maintenir à la tête des affaires en jouant à la fois de la crainte et de l'espoir. Et tous ces calculs médiocres des uns ou des autres, dont l'objet est le maintien du personnel politique dans ses privilèges, encrassent toute la vie sociale d'un pays qui devra dans les prochaines années faire face à des crises politiques, monétaires et sociales qui vont bouleverser les hiérarchies entre les nations, et les rapports des classes à l'intérieur de chacune d'elles. Cette dégradation, qui est celle de tous les Etats occidentaux, se poursuit inexorablement, orientée par le grand patronat, calculée par l'équipe gouvernementale, surveillée par une partie de la classe politique qui en espère une

arrivée au pouvoir de la technobureaucratie qu'elle représente, comme par une autre qui compte retrouver à l'occasion de ces mutations les vertus propres au jacobinisme et qui sont la patrie, l'ordre, le profit légitime du capital, le respect des hiérarchies...

qu'aggraver, la classe politique joue à la marelle, sautant d'un pied sur l'autre dans l'espoir d'accrocher le bon wagon lorsque la crise balayera le confort intellectuel et matériel de nos civilisations de la consommation et du profit.



Après deux mois de grève, les travailleurs d'Alstom-Belfort ont repris le travail, usés par la tactique de Barre, qui consiste à laisser pourrir les grèves; ils sont rentrés sans même avoir la force de cracher à la gueule du fantôme Krasucki qui les félicitait de leur « victoire » (sic). Le personnel d'Usinor, après des semaines de lutte au début de l'année, est obligé de réoccuper son usine pour protester contre le règlement bâtarde accepté par les syndicats pour conclure une grève de la sidérurgie arrivée elle-même à bout de souffle. Les aiguilleurs du ciel sont en train de s'épuiser, Barre-Giscard jouant une fois de plus la carte du temps qui provoque l'usure des actions entreprises par les salariés. Les prix montent en flèche, les salaires piétinent, le chômage s'étend malgré les ridicules digressions chiffrées du gouvernement. Les journées d'action des syndicats, pour secouer la crainte et la torpeur des travailleurs, ont été autant d'échecs; et seules les grèves sauvages imposées aux syndicats par les salariés exaspérés gardent de la vigueur, avant de s'étioler à leur tour devant le front uni patronat/gouvernement, décidé à casser les salaires. Devant cette dépression économique qui surgit de toutes parts, et que la situation internationale, les soubressauts nationalistes au sein de la communauté des Neuf, le réveil des peuples rejetant l'impérialisme du dollar, ne peuvent

Mitterrand a vu Giscard! Marchais est le garant de Khomeiny, nouveau guide génial du prolétariat iranien! Giscard a pris son air outragé pour repousser du pied des diamants qu'il n'a pas nié avoir dans sa poche. Debré a, au cours des débats sur l'avortement, poli son image de réactionnaire rétrograde et imbécile! La classe politique enterre son suicide, étouffe ses scandales. Le grand capital investit à l'étranger. Marchais fait le pitre. Rien n'est changé pour tous ces gens-là qui semblent vivre sur une autre planète, exclusivement passionnés par leurs intérêts de parti, de classe, de carrière, et qui ont élevé la magouille à la hauteur des grands principes.

Rien n'est changé, sinon l'aplomb d'un monde qui court à la catastrophe et que seul un sursaut de sa population laborieuse pourrait remettre sur ses pieds. Mais ce sursaut, il ne peut que venir des couches profondes d'un peuple décidé à faire du neuf en dehors des partis traditionnels, en bousculant les us et coutumes, règlements et lois qui sont autant d'entraves à un rajustement des rapports entre les hommes et les choses. La société qui s'agit à accoucher... d'une guerre ou d'une révolution? Peut-être des deux à la fois... Qu'on se le dise!

Maurice JOYEUX

# Le travailleur social au service de qui ?

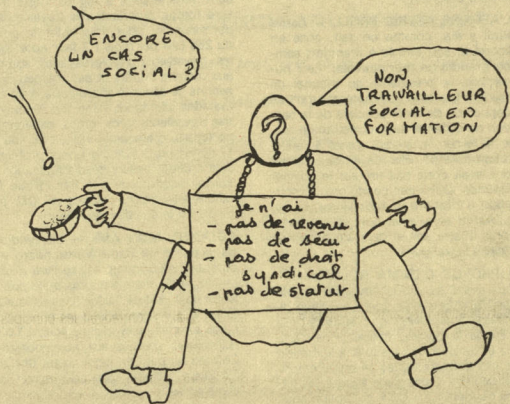
Depuis le lundi 19 novembre, les travailleurs sociaux en première année de formation à l'IFCS de Rennes sont en grève.

« en grève » est ici un mot qui n'a pas de sens, du moins pour les pouvoirs publics, car si une grève est, à un moment donné, une rupture du contrat de travail entre salariés et patrons, les travailleurs sociaux en formation ne sont pas des salariés et n'ont pas de patrons, sans être pour autant des étudiants!

C'est une des multiples contradictions contre laquelle ils luttent. Ils veulent ainsi obtenir soit un statut de travailleur social en formation, soit obtenir une convention nationale de formation qui leur permettrait d'avoir une identité représentative, de s'organiser face aux pouvoirs publics, car, de plus, le droit syndical ne leur est pas reconnu.

parer différentes actions. Il est à noter la détermination de certains travailleurs sociaux : ainsi six d'entre eux, en formation à Besançon, ont fait une grève de la faim, d'autres ont fait des émissions de radio libre... la lutte n'est pas finie...

Dans leur lettre aux partis et organisations politiques, les travailleurs sociaux demandent de définir le rôle et la fonction de leur travail, ceci dans la structure sociale actuelle et surtout à venir. Il serait facile de répondre que dans une société telle que la nôtre, ce qui est demandé aux travailleurs sociaux, c'est, d'une part servir de caution à une politique basée sur l'inégalité, et d'autre part, d'être à même d'encadrer, de réintégrer (dans le droit chemin : le bon choix) la catégorie de gens surexploités,



N'ayant pas de statut précis, ils sont affiliés à différents barèmes financiers, ce qui crée des inégalités au sein même d'une promotion. Ainsi, suivant leur vécu professionnel (c'est-à-dire s'ils ont déjà travaillé), ils auront une bourse de promotion sociale, dont certains ne verront jamais la couleur à cause des limites financières (quotas) auxquelles sont assujettis les ministères dépendants. C'est-à-dire que si des parents, suivant leur situation familiale, n'ont pas un minimum d'argent de poche à leur donner, ils auront alors une bourse d'Etat (de 300 F à 600 F par mois); et pour ce qui est des ex-agents de collectivité locale : ils n'ont rien, un point c'est tout! Et bien sûr, ceux qui n'ont rien, devront souscrire à une assurance volontaire (400 F par mois), ou alors ne pas être malades!

afin, justement, de préserver les privilèges des exploités.

**Le travailleur social, un flic sans uniforme? Le travailleur social de gauche, un flic au service d'un Etat de gauche?**

Pour ce qui est d'une société à venir, et si elle va dans le sens de la société libertaire, alors peut-être que cette question ne sera plus à poser, car alors ce genre de profession n'aura certainement plus lieu d'exister.

Tout cela voudrait-il dire qu'il n'y a rien à faire avant l'hypothétique grand soir? Certes non, les travailleurs sociaux ont du travail, si ce n'est pas d'eux que viendra la révolution, ils peuvent donner des moyens qui serviront aux travailleurs à s'organiser, les familles à se rencontrer, etc., ils peuvent refuser le rôle d'administrateur et de flic qu'on leur demande de jouer, en refusant, par exemple, d'aider à fichier les populations; ils peuvent faire de la contre-information en alertant les travailleurs et les associations sur des décisions et moyens pris à leur égard, et allant à l'encontre de leur émancipation; ils peuvent refuser d'être des assistants en refusant de faire la charité et en aidant les individus à lutter pour qu'ils se prennent eux-mêmes en charge.

On a voulu faire du travailleur social un outil au service du maître; cet outil doit se mettre au service des exploités, afin de renverser le maître et faire en sorte qu'il n'y ait plus jamais de maître.

**PATRICK**  
groupe de Rennes

**IFCS : Institut de Formation aux Carrières Sociales, regroupant assistants sociaux, conseillers en économie sociale et familiale, éducateurs, animateurs-éducateurs.**

**DDASS : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.**

Au niveau national, la lutte aussi s'organise; c'est ainsi que 22 écoles de formation en grève, se sont retrouvées à Paris les 17 et 18 novembre, sortant une plateforme nationale et l'idée de se retrouver le 1<sup>er</sup> décembre, afin de pré-

# informations internationales

## Allemagne

**AUTRE SOUCI POUR LE FDP** — Monsieur Scheel qui, n'étant plus président de la République, reprend du service à la tête du FDP, est un peu compromettant. Certes, il inspire confiance à la riche bourgeoisie et fréquente la haute société, mais le député du CDU de Lunebourg, Schröder - membre de la Commission du budget au Bundestag - accuse Scheel de dilapider les deniers de l'État. Il réclame en effet, pour l'année 80, une pension vraiment exagérée. Aux 270000 DM de pension, il veut ajouter 270000 DM de frais de secrétariat ! Selon Schröder, il s'agit là de dépenses « dignes du roi Soleil Louis XIV ». Scheel se défend comme un beau diable et attaque Schröder. Que pensent les citoyens des goûts de dépenses de Scheel ? Au total le parti libéral semble en mauvaise posture et la barre de 5% sera-t-elle franchie en septembre prochain ?

**L'AFFAIRE ASTRID PROLL** — Astrid Proll a été, comme on sait, mise en liberté et son procès à Francfort semble prendre un tour nouveau. Le 7 novembre, la présidente du tribunal de Francfort, a reçu communication d'une déposition de deux policiers de la section de Défense de la Constitution qui, le 10 février 71, avaient assisté à l'arrestation d'Astrid. Elle n'avait pas d'arme et n'avait donc pas tiré sur le policier Simmes. Dans ces conditions, l'accusation s'effondre et tout laisse prévoir qu'Astrid sera mise hors de cause... après quatre ans et demi de prison et d'exil à l'étranger !

**A PROPOS D'EMMA GOLDMAN** — Peu avant sa mort, l'écrivain norvégien Bjørnboe avait écrit une pièce de théâtre (inachevée) qui, sous le titre « Emma, la rouge », retraçait la vie d'Emma et de Berkman jusqu'à la libération de ces derniers, après 14 ans d'emprisonnement. Cette pièce évoque les luttes ouvrières aux USA et l'action anarchiste depuis les exécutions de Chicago jusqu'à la guerre de 1914. Les éditions Trotském (à Rentvigen) tiennent le manuscrit à la disposition des troupes théâtrales qui voudraient représenter cette pièce.

**CONDAMNATION DE MARION FOLKERTS** — Le procès de Marion Folkerts (voir ML du 11 octobre) devant le tribunal de Stuttgart s'est terminé le 17 octobre par une condamnation à 2 ans et 3 mois de prison : non pas pour appartenance à la RAF, mais pour usage de faux passeport. Marion avait quitté l'Allemagne à l'automne 77, et en France et dans d'autres pays s'était vouée à la résistance palestinienne. Arrêtée à Paris le 25 mai 78, elle fut extradée : elle était en possession d'un faux passeport. On peut s'étonner d'une si lourde condamnation pour un délit... commis hors de l'Allemagne fédérale. Mais les juges ont considéré que l'usage de faux passeport était lié à la lutte armée des terroristes palestiniens. Reste à prouver que Marion a effectivement participé à cette lutte armée ! La défense a fait appel contre cette condamnation.

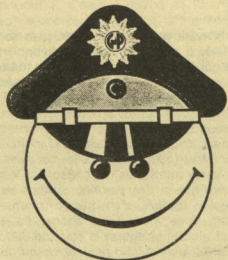
**OCCUPATION DE LOGEMENTS** — Le ML a signalé l'occupation d'un immeuble à Offenbach, voué à la démolition et encore habitable. Après 4 semaines d'occupation, à la mi-novembre, le propriétaire a fait des propositions : les occupants accepteraient toute responsabilité des dégâts éventuels, paieraient un loyer symbolique et - surtout ! - s'engageraient à décamper pacifiquement en avril 80, car le propriétaire a, dit-il, en poche l'autorisation de démolir l'immeuble à cette date.

A Francfort, la crise du logement frappe durement les familles nombreuses, les vieux, les étudiants. Là aussi, on démolit ou on rénove les immeubles et, dans ce dernier cas, les loyers sont scandaleusement augmentés et les anciens locataires sont contraints d'émigrer dans des ghettos hors de la ville. Un groupe d'étudiants a décidé, le 13 novembre, d'occuper deux maisons vides qui appartiennent à l'Université, offrant d'ailleurs de payer un loyer raisonnable. Ils se sont heurtés au veto du vice-président de l'Université et le 14 novembre, les autorités universitaires les sommèrent d'évacuer les lieux. Somme toute faite à 15

heures, sinon intervention de la police à 16 heures ! A l'heure dite, la police investit le quartier et les occupants, refusant de partir de leur plein gré, furent « portés » par les flics hors des immeubles. Ainsi, les droits de propriété de l'Université ont été sauvegardés et les deux maisons resteront vides et sans emploi !

**TRAVAILLEURS IMMIGRÉS** — Nombreux sont en RFA les travailleurs immigrés n'appartenant pas aux pays de la Communauté européenne : en particulier turcs, espagnols, portugais. Jusqu'en 75, ils touchaient les mêmes indemnités pour charges de famille que les Allemands et cela pour tous leurs enfants vivant en Allemagne fédérale. A partir de 75, les indemnités furent fortement réduites pour les enfants restés dans le pays d'origine, sauf si le travailleur résidait depuis 15 ans en RFA. Mais à partir du 1<sup>er</sup> janvier 80, on ne tiendra plus compte de cette ancienneté sera appliquée à tous les enfants résidant dans le pays d'origine. Cette mesure frappe durement ces travailleurs : par exemple, pour trois enfants, porte du 255 DM par mois ! Il faut noter que les travailleurs immigrés sont soumis aux mêmes impôts et aux mêmes cotisations de sécurité sociale que leurs camarades allemands. Une manifestation des travailleurs turcs, grecs, espagnols, portugais, marocains, etc., a eu lieu le 17 novembre à Francfort pour protester contre cette mesure de discrimination... qui fait économiser à la République fédérale environ 75 millions de DM par mois, sur le dos des travailleurs.

**POLICIER, MON AMI** — Le syndicat de la police de Bade-Württemberg qui compte 17000 membres, se livre à une opération de charme auprès de la population qu'il invite à l'aider dans sa lourde tâche. Pour matérialiser cette collaboration amicale, le syndicat a édité 10000 autocollants destinés aux automobilistes. Comme on peut en juger, cette tête de flic hilare est bien faite pour attirer les sympathies...



**POLIZEI MEIN PARTNER**

r.d.a.

**ALLEMAGNE DE L'EST** — On sait que l'URSS s'intéresse beaucoup aux conflits, coups d'État et guerrillas qui agitent l'Afrique. Mais elle se garde d'intervenir militairement, elles se contentent de bonnes paroles, envoi de matériel démodé et surtout charge les Républiques populaires à ses ordres de se battre à sa place. Cuba a jusqu'ici fourni bon nombre de « volontaires » sur le sol africain. Il semble que l'Allemagne de l'est est en train de prendre la relève de Cuba. C'est ainsi que Honecker, dirigeant du parti communiste SED, dont on connaît la parfaite obéissance à Moscou, vient de faire un voyage en Ethiopie et dans la République populaire du Sud-Yémen pour assurer ces États de la collaboration et de l'appui de la RDA. L'agence de presse ADN de Berlin-Est, rendant compte de ce voyage, nous signale qu'au cours d'une visite dans un camp d'instruction près d'Addis-Abeba, Honecker aurait déclaré : « nous n'avons pas hésité un seul instant à vous envoyer des armes et des vivres, afin que vous puissiez poursuivre victorieusement votre combat ». Rappelons que des unités spé-

ciales de l'Allemagne de l'est avaient été expédiées dans les États de l'Afrique du Sud. Erich Honecker a remplacé Fidel Castro dans l'emploi de mercenaire de service !

## Grèce

**REPRESSION** — Une vague de répression s'est abattue sur le mouvement anarchiste et anarcho-sindicaliste grec à l'occasion du procès des deux camarades Philippos et Sophia Kyrtis le 20 octobre. Les camarades grecs ont organisé une manifestation de protestation devant le Palais de Justice pour proclamer l'innocence des camarades accusés de terrorisme. La police a durement réprimé la manifestation et a arrêté plusieurs camarades. Les camarades grecs font appel à la solidarité morale et matérielle de tous les mouvements anarchistes et anarcho-sindicalistes. Ils préparent de nouveau un grand meeting avec la participation de camarades internationaux (comme ce fut le cas pour Serifis). Pour l'instant, il n'y a pas de sentence prononcée pour les deux camarades (peut-être à cause de la manifestation).

## Angleterre

Un week-end anarcho-féministe est prévu pour les 7,8,9 décembre au Centre Ibérique 421 a Harrow Road Londres W9. Il sera réservé exclusivement aux femmes.



Il y aura des ateliers pratiques sur la vidéo, la self-défense, la destruction créative, et des ateliers théoriques sur l'internationalisme, les conditions de vie et de travail, pour ne citer que cela. Sont prévus aussi des films, de la poésie... crèche, nourriture, logement (prévoir un sac de couchage) possibles. Le prix d'entrée est modique : 2 livres, et couvre tous les frais.

Une discussion ouverte aux hommes et aux femmes sur le sixisme dans le mouvement anarchiste aura lieu samedi 8 décembre à Contway Hall, Red Lion Square, Londres WC 1 à 19 H.

## USA

Un symposium international sur l'anarchisme aura lieu à l'Université Lewis and Clark, à Portland (Oregón) du 18 au 24 février 80. Le programme comprendra des séances théoriques, des programmes cinématographiques, une exposition d'art, des conférences, des tables rondes, des spectacles musicaux et théâtraux, etc... Est prévue également une exposition de la presse anarchiste internationale contemporaine.

Pour plus d'amples informations : Anarchism Symposium Committee, Box 134, Lewis and Clark College, Portland, Oregon 97219 U.S.A.

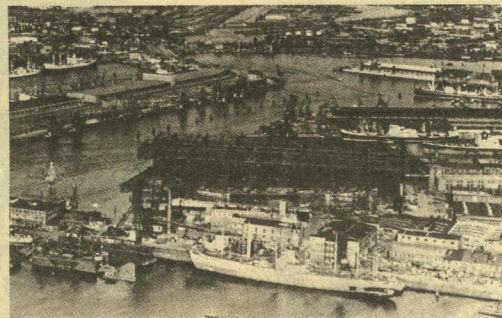
## AUX TRAVAILLEURS DES CHANTIERS NAVALS

Le texte qui suit, est la traduction d'un tract diffusé dans les chantiers navals de Odansk par le C.p.C.S.L. de la C.B. et le journal R.W. Les chantiers navals de Odansk ont une longue tradition de lutte derrière eux. C'est de là que part, en décembre 70, la révolte contre la hausse des prix. Le 25 juin 1976, ils se mettent aussi en grève et c'est pour éviter une situation semblable à celle de 70-71 que Gierék cède devant les émeutes de Radom et Ursus. Depuis, l'agitation n'a pas cessé. En décembre 1978, une manifestation, réunissant 4000 personnes, a été organisée pour commémorer les événements de 1970. A la suite de la création, fin 78, d'un Comité pour la fondation de Syndicats libres de Katowice, un Syndicat libre est apparu à Gdansk. C'est le plus dynamique du pays, il est bien implanté dans les chantiers navals, et il possède son propre journal, Robotnik Wibrzeza (le travailleur du Littoral). Le texte qui suit donne un aperçu sur les conditions de travail dans les chantiers navals et sur les luttes qui se déroulent pour leur amélioration.

*Un nouveau système de rémunération va être obligatoire dans l'Industrie Navale Unifiée, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1979. Il décidera pour les années qui viennent, du revenu de milliers de personnes et de la situation matérielle de leurs familles. La hâte pour introduire ce changement laisse présumer que c'est une tentative pour réformer le système économique, sans prendre en considération les intérêts des travailleurs. En voici pour preuve la grève du département K2 des chantiers navals du nord de Gdansk qui a eu lieu le 11 octobre au sujet du paiement des salaires selon le nouveau système. Dans cette situation nous considérons :*

*C'est pourquoi chaque travailleur et chaque poste de travail doit avoir leurs devoirs et leurs travaux auxiliaires, la manière et la place pour effectuer leur travail, la fourniture des matériaux, le remplacement de l'outillage, etc., exactement défini.*

*Que le temps des arrêts de travail dont nous ne sommes pas responsables, soit déduit du temps de travail, c'est-à-dire qu'il y ait pour conséquence le retardement des délais (c'est-à-dire que les délais soient repoussés). En rapport avec cela, ou pour un meilleur travail, les limites des temps d'attente les plus longs des plans de répartition et des services de l'outillage, doivent être modifiées, c'est-à-dire*



*Qu'il faut demander des informations sur les textes des mesures, sur la décision des modifications apportées au mode de paiement, entre autres la décision n°161 du Conseil des ministres, et sur les instructions d'exécution auxquelles se réfère la direction.*

*Que les textes devront être remis aux brigades, deux semaines au moins avant la discussion, afin que tous puissent les connaître et prendre position vis-à-vis d'eux. Il faut veiller à ce que les réunions ainsi que les motions finales soient enregistrées. C'est la condition de leur exécution. Même la meilleure réorganisation réalisée par période devra accroître le désordre. Les intérêts des gens et les considérations de la production plaident en faveur du renvoi de ce changement à l'année prochaine.*

*Qu'il faut demander des explications si l'introduction du nouveau système ne doit pas être associée à de nouvelles conditions de travail, conformément à l'article 42 du Code du Travail.*

*Dans les réunions de discussion, il faudra demander :*

*Que les arrêts de travail dont les ouvriers ne sont pas responsables du fait du manque de matériel - énergie, gaz, etc. et les avaries aux machines et à l'outillage - soient payés selon un revenu semestriel moyen (les heures supplémentaires comprises).*

*les limites au-dessus desquelles est compté l'arrêt de travail, afin que, dans un cas d'arrêt de travail dont nous ne sommes pas responsables, de plus de six heures, on doive ajouter le travail de toute la journée au délai.*

*Que les congés de maladie, les congés payés et les absences justifiées des membres d'une équipe de travail exécutif, aient pour conséquence le retardement des délais de fin de travaux.*

*Que le délai des travaux doit être fixé exactement, avec le respect des huit heures par jour et le prix du travail doit se baser sur les normes de travail en cours.*

*Que le droit à des années de retraite supplémentaire acquises si l'on a exercé un emploi nocif pour la santé, soit conservé en cas de changement d'emploi.*

*Nous refusons que les frais du désordre de l'organisation retombent sur les travailleurs, car les délais insuffisants exigeraient de faire des heures supplémentaires non payées. Nous mettons en garde les directions des chantiers navals qu'en évitant la discussion et en montrant uniquement les caractères positifs du nouveau système, cela ne provoque une désillusion et des tensions.*

Comité de fondation des Syndicats libres de la côte baltique

Rédaction de « Robotnik Wibrzeza » (L'Ouvrier du Littoral)

# Liste des livres et des brochures en vente à Publico

Pour les ventes par correspondance, ne pas oublier les frais de port  
CCP Publico 11 289 15 M PARIS

<b>Anarchisme</b>		<b>Bakounine</b>	
ANSARD G. Naissance de l'anarchisme.....	61	BAKOUNINE M. Oeuvres complètes Tomes 1, 2, 3, 4, 5.....	100
BARRUÉ J. L'anarchisme aujourd'hui.....	11	Tome 6.....	120
BOOKCHIN M. Spontanéité et organisation.....	5	Oeuvres, tome 1 (Stock).....	39
COEURDEROY E. Pour la révolution.....	40	Programme de libération Dieu et l'Etat.....	3 10
COLLECTIF Les anarchistes et les élections.....	10	BARRUÉ J. Bakounine et Netchaiev.....	5
CRESCITA POLITICA Capitalisme, restructuration, lutte de classes.....	10	LEVAL G. La pensée constructive de Bakounine.....	25
COLLECTIF Les nouveaux patrons.....	48	HEPPNER B. Bakounine et le panslavisme révolutionnaire.....	25
FAYOLLE M. Réflexions sur l'anarchisme.....	10	EUROPE EN FORMATION Spécial Bakounine.....	5
L'organisation anarchiste.....	6	LEHNING A. Bakounine et les autres.....	23
F.A. Elements de réflexion sur l'anarchisme.....	3	De Buonarroti à Bakounine.....	53
Les anarchistes et le problème social.....	10	JEANNE-MARIE Michel Bakounine.....	40
Gr. FRESNES-ANTONY Crise-riposte (2 numéros). Chaque.....	2	OYEMBURU P. La revanche de Bakounine.....	47
GUÉRIN D. Ni dieu, ni maître (4 tomes). Chaque.....	14	<b>Kropotkine</b>	
L'anarchisme.....	12	KROPOTKINE P. La conquête du pain.....	25
GRAVE J. 40 ans de propagande anarchiste.....	56	L'entraide.....	35
GUILLAUME J. Idées sur l'organisation sociale.....	10	Autour d'une vie.....	34
Lettres à Luigi Fabbrì.....	2	Oeuvres.....	22
JOYEUX M. L'anarchie dans la société contemporaine.....	45	La grande révolution.....	50
Les anarchistes et la guerre en Palestine.....	8	Paroles d'un révolté.....	16
LA BOËTIE E. Discours de la servitude volontaire.....	6	L'anarchie, sa philosophie, son idéal.....	8
LIBERTAD Le culte de la charogne.....	56	La loi, l'autorité.....	3
DOSSIERS DE L'HISTOIRE Histoire du mouvement anarchiste et des événements de mai-juin 68.....	12	Lettre aux jeunes gens.....	2
LANDAUER G. La révolution.....	40	<b>Marxisme et anarchisme</b>	
LECOIN L. Le cours d'une vie.....	30	ANSARD P. Marx et l'anarchisme.....	82
Ecrits.....	25	NIEL M. Psychanalyse du marxisme.....	28
MALATESTA Notre programme.....	3	RIBEILL G. Marx-Bakounine, socialisme autoritaire et libertaire 2 tomes. Chaque.....	22
Ecrits choisis.....	12	<b>Mouvement ouvrier</b>	
Articles politiques.....	22	BANCE P. Les fondateurs de la CGT à l'épreuve du droit.....	49
NIJEUWENHUIS D. Le socialisme en danger.....	68	BRON J. Histoire du mouvement ouvrier français Tome 1.....	38
NOIR ET ROUGE Autogestion, Etat, révolution.....	25	Tomes 2 et 3.....	44
POUGET E. Le père peinar.....	56	BESNARD P. Le monde nouveau.....	15
STIRNER M. L'unique et sa propriété.....	22	Les syndicats ouvriers et la révolution sociale.....	39
WALTER N. Pour l'anarchisme.....	7	LEFRANC G. Les expériences syndicales internationales.....	18
<b>Proudhon</b>		Les expériences syndicales en France.....	21
PROUDHON Qu'est-ce que la propriété.....	10	JULLIARD J. Pelloutier ou les origines du syndicalisme d'action directe.....	62
Ecrits sur la religion.....	50	GRIFFUELHES V. Le syndicalisme révolutionnaire.....	4
Du principe fédératif.....	50	VEGA-GRIFFUELHES De l'anarcho-syndicalisme au syndicalisme révolutionnaire.....	15
Contradictions politiques.....	50	POUGET E. Le sabotage.....	8
Carnets 1, 2, 3 et 4. Chaque.....	50	L'action directe.....	3
De la capacité politique des classes ouvrières.....	50	PELLOUTIER F. La vie ouvrière en France.....	35
Idées générales de la révolution.....	35	Histoire des Bourses du travail.....	47
Avertissement aux propriétaires.....	35	Dr. PIERROT Syndicalisme et révolution.....	5
ANSARD G. Sociologie de Proudhon.....	35	<b>Publico</b>	
BANCAL J. Proudhon, pluralisme et autogestion (2 tomes). Chaque.....	30	vous propose des collections reliées par 10 numéros du MONDE LIBERTAIRE au prix de 6 F (plus frais de port)	
GURVITCH G. Dialectique et sociologie.....	16	M.L. mensuel : Collections 74/75 de juillet à juin, 75/76 de juillet à juin, 76/77 de juillet à août.	
Etudes sur les classes sociales.....	13	M.L. hebdo : par 10 numéros d'octobre 77 à octobre 79.	
VOYENNE B. Le fédéralisme de Proudhon.....	21	Vous pouvez également acheter le Monde Libertaire au numéro à partir de mars 71. Prix 3 F.	
Histoire de l'idée fédéraliste.....	30	* * *	
GUÉRIN D. Proudhon oui et non.....	49	PUBLICO vous propose des collections reliées par 10 numéros du MONDE LIBERTAIRE au prix de 6 F (plus frais de port)	
LANGLOIS J. Défense et actualité de Proudhon.....	14	M.L. mensuel : Collections 74/75 de juillet à juin, 75/76 de juillet à juin, 76/77 de juillet à août.	

## ÉRIC LOSFELD

Il y avait la Cinémathèque de Langlois.  
Il y avait le Terrain vague de Losfeld.  
C'était le plus bel écran, c'étaient les plus beaux livres.  
Avec joie, avec rage, avec passion,  
ils ont préservé un moment de l'histoire du monde,  
celui de la création.  
On faisait des films pour Langlois, on écrivait des livres  
pour Losfeld. Ils nous ont un peu créé.  
Comme ceux qui resteront, comme Breton, Péret, Prévert,  
Bunuel, Kyrrou, comme Langlois qui passait tout,  
absolument tout, parce qu'il se refuse le droit de juger,  
Losfeld était un peu de notre liberté à tous. Il n'en restait  
déjà pas beaucoup, il a fallu que ce morceau  
de liberté-là s'en aille.  
Lui, c'était une barricade. Quand on entrait dans sa boutique,  
c'était comme une ambassade : il était l'exterritorialité.  
C'était un lieu où l'on était enfin à l'abri de la connerie.  
Un endroit honnête. Là dedans étaient Losfeld, sa femme,  
sa fille, leurs amis : la propreté intellectuelle.  
Une fois à l'intérieur, tout pouvait arriver. Et, en effet,  
tout arrivait.  
Un des derniers flots salubres vient de couler à pic.  
Nous tous avec lui.

Jean ROLLIN

## Le Théâtre de l'Araignée

### Baluche en attendant les oiseaux

Un lieu unique qui, tour à tour, sera champ, tunnel, souterrain,  
grenier, ferme.  
Un champ triste comme Baluche l'épouvantail qui aime les oi-  
seaux.  
Carouge une petite fille oiseau papillon.  
Une rencontre étrange avec le monde caverneux de Goloum mi-  
dieu, mi-bête.  
Une taupe chambellan.  
Des oiseaux de proie avides de sucre d'orge.  
Barbemolle chasseur que tire dans le vide.  
Sinsi la fermière à poules à plumes... et si on transformait Ba-  
luche l'épouvantail en oiseau.  
Mais les poules déplumées grognent, Sinsi est mécontente...  
Tels sont les personnages de cette histoire fantastique dans la-  
quelle il n'y a pas d'un côté la réalité et de l'autre le rêve pour s'en  
évader...

Le rêve, le délire, la poésie, sont à l'intérieur de la réalité ; ils  
aident à l'affronter, à la posséder mieux.

Ceci étant un spectacle pour « enfants » de 7 à 12 ans, mais ac-  
cessible à tout public :

Du 14 au 19 janvier au Théâtre de Thionville et pour un an en  
tournée en Lorraine.

PIERRE(Metz)

## Du sang sur le skai de Jill et Viviane Lucas

Du sang sur le skai est une  
pièce de café-théâtre écrite  
et jouée par deux femmes, ju-  
melles. L'une incarne le per-  
sonnage de Rico, le dur de  
Pigalle prêt à tous les coups  
bas, et l'autre est l'entraîneu-  
se de la boîte de nuit à la mo-  
de. L'intrigue ressemble à  
celle d'un roman noir, à cela  
près que les poncifs concer-  
nant les truands et surtout les  
femmes, habituels dans ce  
genre littéraire, en prennent  
pour leur grade. Ce numéro,  
car, par certains côtés, on a  
l'impression d'assister à un  
tour de chant ou à une para-  
de de cirque, est assez bril-  
lant. Pendant une heure et  
demie, réparties et remarques  
ironiques se succèdent, pour  
notre plus grand plaisir. Deux  
comédiennes à suivre.

COLETTE

\* Nouveau Théâtre de 10 heures  
le soir à 22 h.

Le ciné-club du 19 juillet  
7 rue du Muguet à Bordeaux  
propose à 21 h un film-débat

LE 8 DECEMBRE

LES FRAISES SAUVAGES  
1958 Suède Bergman  
un film beau et cruel où Berg-  
man évoque ses thèmes favoris :  
l'individu, le couple, le bonheur

\* \* \*

PUBLICO  
vous propose  
des collections reliées  
par 10 numéros du  
MONDE LIBERTAIRE  
au prix de 6 F  
(plus frais de port)

M.L. mensuel :  
Collections 74/75 de juillet à  
juin, 75/76 de juillet à juin,  
76/77 de juillet à août.

M.L. hebdo :  
par 10 numéros d'octobre 77  
à octobre 79.

Vous pouvez également acheter  
le Monde Libertaire au numéro  
à partir de mars 71. Prix 3 F.

## ENTRETIEN AVEC le secrétaire national du Parti Radical Italien

suite de l'entrevue dont la première partie a été  
publiée dans le n° 334 du Monde Libertaire

Actuellement, en Italie, la répression s'accroît de plus en plus, le PC Italien n'est pas en mesure de proposer une autre alternative qu'un compromis historique dépassé par les événements, et qui, de fait, collabore avec le pouvoir démocrate-chrétien, pour réduire les espaces de liberté qu'on avait obtenus ces dernières années : dans ce contexte, quel peut être le rôle du P.R. ?

Après le 3 juin, nous nous sommes trouvés en face d'un projet précis de restructuration économique et institutionnelle par le gouvernement Cossiga, et cela s'accomplit non seulement par l'action de la D.C., mais aussi par le consentement de la gauche historique qui co-participe à ce projet.

Il faut donc faire sauter cet objectif qui veut mettre fin à l'existence de forces alternatives dans la société italienne. Pour cela, il faut donner des débouchés politiques à l'opposition majoritaire politique et sociale du pays.

Le projet d'action politique mis au point au Congrès de Gênes peut constituer ce point de rencontre de toutes les forces politiques. Il comprend les thèmes de confrontation nationale sur lesquels on demandera au pays d'exprimer un jugement.

Nous avons prévu de lancer une nouvelle campagne référendaire sur huit thèmes, comme l'ordre public, les délits d'opinion, les tribunaux militaires, les centrales nucléaires, l'avortement, la libéralisation de la marijuana et pour l'abolition du Concordat. Il s'agit de mettre fin à tous ces instruments de pouvoir par des référendums d'abrogation qui fassent

Nous sommes actuellement une force trop petite pour constituer un point de rupture au Parlement, mais trop importante pour échapper à des réponses précises à des questions précises.

Nous sommes dans une mauvaise posture, et il y a le risque de voir le parti engagé dans une voie réformatrice et non pas réformatrice. C'est un risque objectif reconnu par le groupe parlementaire lui-même qui demande une large lutte sociale et politique par le biais des campagnes référendaires, parce qu'elles seules nous donneront les moyens d'être efficaces au Parlement.

En 76, nous avons été « obligés » d'aller au Parlement pour donner des débouchés politiques à nos campagnes anti-régime, créer des avant-postes ; mais si nous ne réalisons pas de vastes mobilisations de masses, nous risquons d'être bouffés par la logique parlementaire qui peut nous conduire, dans le meilleur des cas, à un réformisme socio-démocrate à l'intérieur d'une présence politique traditionnelle.

Face à la montée de la répression internationale comment envisagez-vous la situation française et européenne ?

La situation française présente un certain nombre de caractéristiques qui lui sont particulières ; je prends acte de fait que si les libertés individuelles, par certains côtés, sont plus étendues qu'en Italie, pour d'autres, elles le sont beaucoup moins, à tel point qu'un Guattari de passage pourrait créer des comités contre la répression en France.



sauter d'une façon prioritaire le code fasciste de Rocco. Sur le problème de l'ordre public ou bien on intervient en montrant que le terrorisme est le produit aussi d'une conception restrictive de la liberté, ou bien alors, on s'installe à l'intérieur d'une spirale qui, d'un côté, alimente tous les jours la réduction des libertés et de l'autre, le terrorisme.

On a eu l'impression que certaines des campagnes lancées par le P.R., ces derniers temps, comme la libéralisation de la marijuana ou la faim dans le monde, sont celles d'un parti marginalisé qui n'arrive plus à exprimer ce que sont les réels besoins du pays : est-ce que tu crois qu'on peut parler d'une scission entre les intérêts actuels du P.R. et les intérêts réels de l'Italie ?

Certaines batailles sont, certes, moins marginales, comme par exemple la lutte pour la libéralisation de la marijuana, en un moment où le ministre de la Santé D.C., Altissimo, avançait des propositions encore plus révolutionnaires ; il pouvait s'agir là de luttes trompeuses, on en a pris acte et notre réponse au Congrès de Gênes a été de relancer la campagne référendaire.

Le P.R. traverse aussi d'autres problèmes qui nous viennent de notre importance parlementaire accrue.

Quant à l'extradition de Piperno et Poce, elles constituent un précédent de gravité exceptionnelle. La démocratie française, par son système de poids et contre-poids, offrait un terrain dans lequel on pouvait circuler assez largement et donc confirmait cette image hypocrite de la démocratie libérale. Depuis ces extraditions, les derniers vestiges de « la France-pays des libertés » sont tombés et je me demande si ce n'est pas l'occasion de constituer au niveau européen des comités contre la répression en France. Je crois qu'il serait grand temps de conduire, ici, des campagnes sérieuses contre la peine de mort... et de tous les autres thèmes qui font partie d'une certaine « culture française ».

Quant à la gauche française, elle est sûrement usée par sa vision étatique, elle maintient des stratégies perdantes qui ont conduit à la démolition des gens ; il suffit qu'on se promène dans les rues de Paris pour le voir...

En France, encore plus qu'en Italie, on a l'impression que la crise de la gauche, qui est un des aspects de la crise du système, est une véritable crise de structures de tout un monde de pensée. Il faudrait que la gauche abandonne son appel à un État protecteur et à ses mythes économiques qui constituent sa mort. La preuve, c'est que face aux échecs du régime giscardien, elle n'a pas d'alternative à proposer ni d'hommes nouveaux, et ce n'est pas un Rocard qui pourra donner la relève à un Mitterand.

## LE PARTI RADICAL ET NOUS

Faire un discours global sur le P.R., pour des anarchistes, présente un certain nombre de difficultés qui tiennent à la position particulière qu'occupent respectivement les anarchistes et les radicaux dans le cadre politique italien.

Ceci dit, la critique du P.R. ne doit pas être limitée à la mise à jour des contradictions et inconséquences présentes dans le discours radical, c'est-à-dire mesurer en des termes d'idée pure la distance qui sépare le P.R. de l'orthodoxie anarchiste ; décisive pour une auto-confirmation de la justesse de nos positions, ne répond pas à ce qu'est l'essentiel du discours radical (il se veut très peu idéologique) qui, lui, est surtout de nature pragmatique.

C'est donc à partir de la capacité que le P.R. a de pouvoir proposer et réaliser une action alternative et « bouleversante » (pour employer un terme cher au P.R.) du cadre politique et institutionnel, qu'on pourra juger si oui ou non les pratiques radicales sont porteuses d'instances nouvelles, si oui ou non ces pratiques débouchent sur des espaces de liberté accrue qui vont dans le sens de l'action anarchiste ou libertaire, d'auto-détermination individuelle et collective.

Il y a quelques années, avant l'entrée en 76 des radicaux au Parlement, on pouvait parler pour le mouvement anarchiste d'un « cas P.R. », vu l'existence de tout un « terrain vague idéologique » commun. Cela n'est plus le cas ; les choix du P.R. se sont inscrits de plus en plus dans le cadre des institutions, avec des luttes au caractère réformateur de plus en plus marqué. Cependant, il serait superficiel de ne voir là que l'aboutissement inévitable d'une pente fatale sur laquelle le P.R. s'était engagé (les radicaux se sont toujours placés sur le terrain de la lutte politique institutionnelle, même si celle-ci était réalisée par l'arme du référendum) alors qu'il s'agit plutôt de l'échec du rôle qu'ils s'étaient assigné d'être un élément déstabilisant et alternatif, non seulement de la société italienne au sens large, mais aussi de la gauche traditionnelle.

L'objectif de ce parti était de faire sauter les verrous législatifs de cette société bloquée tout en donnant naissance à une nouvelle force de gauche différente par ses choix et sa façon de faire de la politique. L'arme choisie dans leurs batailles pour les droits civils (la quête des signaux pour permettre des référendums populaires, prévue par la Constitution, mais qui n'avait jamais fonctionné) leur permettait justement de réaliser cette nouvelle façon de faire de la politique en passant par-dessus la tête des appareils des partis traditionnels, pour obtenir un accord majoritaire « à la base » ; interroger le pays sur ses problèmes réels, rompre l'hégémonie PC-DC pour réaliser dans les faits une démocratie de la confrontation, voilà l'essentiel de la stratégie radicale (à cela il faudrait ajouter les actions « spectaculaires » du P.R. dont celle d'offrir de la marijuana au maire communiste de Rome en est un exemple typique, mais elles doivent être comprises comme étant des supports à ce dessein stratégique global).

Or, ce moment majoritaire d'agrégation à la base s'est réalisé à l'occasion du référendum pour le divorce. Le P.R. a pu jouer à ce moment-là un rôle considérable en tant que catalyseur des instances populaires porteuses de besoins réels que l'alchimie constitutionnelle et les jeux bizantins du pouvoir empêchaient d'aboutir dans le cadre parlementaire. Le verrou du divorce ayant sauté, dans la foulée se sont créées des possibilités nouvelles de liberté. Cependant, l'action radicale ne peut être efficace que dans la mesure où son action correspond à des espaces de liberté possibles et compatibles avec le système existant ; le consensus obtenu autour de la campagne pour le divorce

correspondait à des exigences d'adéquations structurelles de la législation aux nouveaux besoins de la société civile.

Dès que le discours radical se spécialise et s'idéologise, le consensus majoritaire ne se réalise plus ; les partis reprennent en main leurs appareils et leurs voix. C'est ce qui s'est passé au moment des référendums sur le financement public des partis et l'ordre public en 1978, l'appartenance partisane et les consignes de parti ont triomphé des « raisons » radicales ; on touche là aux limites mêmes de la stratégie du P.R.

L'action directe référendaire, faite pour modifier les structures de l'intérieur, ne peut être efficace qu'à la condition qu'on lui laisse la possibilité de l'être, c'est-à-dire si elle correspond à des vides, à des besoins politiques de la société civile à combler. L'État ne permettra jamais qu'on le réforme en tant qu'État.

Les contraintes qui ont « obligé » les radicaux à aller au Parlement pour semer la contradiction au cœur même du système, au lieu de représenter un saut de qualité dans ces revendications radicales ont, au contraire, (comme c'était prévisible) mis en marche le processus d'institutionnalisation du P.R. lui-même. C'est l'impossibilité de faire autrement (vu la nature et le type de leurs revendications, toutes dans le cadre constitutionnel) qui a acculé les radicaux dans la position peu commode d'être condamnés à moyen terme à être absorbés par le discours politique traditionnel.

Lors de leur dernier congrès, les radicaux ont essayé de répondre à ce danger par la tentative de redonner un nouveau souffle à la stratégie référendaire. On peut cependant, et à juste titre, se demander quel sens peut encore avoir aujourd'hui l'arme des référendums dans un pays où la répression s'accroît de plus en plus et où, au niveau politique et syndical, il y a là-dessus un consensus à peu près total.

Les campagnes actuelles du P.R. paraissent plutôt des combats d'arrière-garde d'un parti marginalisé qui n'arrive plus à se faire porteur des besoins de l'Italie actuelle, incapable d'opposer une stratégie gagnante ; les luttes radicales deviennent impuissantes face à la répression et à la restructuration capitaliste.

Nous pensons que les critiques anarchistes doivent être formulées à ce niveau-là. La seule façon de répondre à la répression de l'État, c'est d'attaquer l'État lui-même.

La stratégie radicale ne peut être que perdante (c'est-à-dire incapable d'introduire dans les institutions de véritables instances libertaires) parce qu'elle se nourrit du cadre étatique qu'on veut combattre. Une étiologie de participation et de confrontation ne peut être qu'un vœu pieux si on ne s'attaque pas aux cadres institutionnels dans leur globalité, pour les détruire.

Le destin du P.R. sera celui de rester tout le temps entre deux attitudes irréductibles entre elles : l'assimilation par le système ou le choix franc d'une méthode de lutte politique libertaire ; quant à la recherche d'une « troisième voie », elle est véritablement utopique.

En conclusion, nous pensons que pour caractériser le mieux possible ce qu'est le P.R., il faut, malgré tous les distinguos, mettre l'accent sur le mot « radical » en tant que mot-clé explicatif des réelles possibilités de changement que ce parti peut exprimer.

C'est seulement si on reconduit les pratiques radicales à ce qu'est l'esprit du mot qu'on peut résoudre les apparentes contradictions de ce parti, mais aussi montrer toute la distance qui nous sépare d'eux. On pourrait cependant apprendre quelque chose de ces gens... comment des petits peuvent embêter des gros !

Groupe Eugène VARLIN